Carcangiu, Bianca Maria (a cura di). — *Donne e potere nel continente africano*

Torino, L'Harmattan Italia (« Il Politico e la Memoria »), 2004, 341 p., bibl.

Elisabetta Maino

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6072>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.6072

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2006

Pagination : 640-642

ISBN : 978-2-7132-2123-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Elisabetta Maino, « Carcangiu, Bianca Maria (a cura di). — *Donne e potere nel continente africano* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 183 | 2006, mis en ligne le 13 octobre 2006, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6072> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.6072>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Carcangiu, Bianca Maria (a cura di). — *Donne e potere nel continente africano*

Torino, L'Harmattan Italia (« Il Politico e la Memoria »), 2004, 341 p., bibl.

Elisabetta Maino

- 1 S'inscrivant dans l'aire des « *Woman's studies* », cet ouvrage collectif se propose d'analyser les changements des conditions sociopolitiques des femmes africaines, dont le rôle dans la société traditionnelle a été « remis en cause par la colonisation ». L'expérience coloniale leur aurait fourni un modèle de référence en matière de progrès et bien-être (p. 10). De sorte que ces femmes sont confrontées au défi d'harmoniser les deux modèles (africain/occidental) afin d'améliorer leur statut dans la société actuelle.
- 2 Le premier article (pp. 12-56) synthétise le « Visage féminin du pouvoir » dans les sociétés occidentales, lecture qui fonctionne comme théorie sur le sujet. Il constate ainsi que la participation des femmes aux centres de décision politique continue à être faible à l'égard de leur poids démographique, y compris dans les pays où il n'y a plus de discrimination sexiste formelle. Favorisé par le contexte culturel général, l'accès des femmes aux sphères du pouvoir est étroitement lié aux ressources individuelles dont elles disposent (formation, position sociale, capital économique, compétences professionnelles). L'idée défendue est que si l'obtention de la parité sur le plan juridique est le fruit du changement des valeurs et des structures sociofamiliales, seulement la continuité dans l'activisme politique est un instrument de pleine émancipation.
- 3 La comparaison est suggérée, mais le fil conducteur des six cas ensuite présentés (Libye, Mauritanie, Afrique du Sud, Guinée-Bissau et Cap-Vert, Zambie et Rwanda) n'est pas explicite. En quoi sont-ils représentatifs d'une typologie géographique ou culturelle donnée ?
- 4 Le cas libyen fait état de la volonté jamais démentie de Kadhafi d'intégrer les femmes au « service de la nation », l'armée étant l'une des issues. Confrontée à l'opposition des autorités traditionnelles et des islamistes, la réforme du code civil a été partielle. La

proclamation de l'Année de la femme lors du 35^e anniversaire de la Révolution verte libyenne indiquerait, nonobstant, que « la lutte pour l'émancipation des femmes africaines est désormais une réalité ». En témoigne l'accroissement de la visibilité publique des épouses de chefs d'État africains, mobilisées dans des initiatives de solidarité envers les femmes (p. 92).

- 5 Ainsi, c'est grâce à l'épouse (française) du premier président, Ould Daddah, que la Mauritanie s'était ouverte à la modernisation du statut de la femme, en dépit de l'hostilité des couches conservatrices. Dès 1984, son successeur, Ould Taya, a réaffirmé la nécessité d'intégrer les femmes à la vie publique, mais les données attestent la persistance des discriminations sexuelles. L'égalité des citoyens, inscrite dans la nouvelle Constitution de 1991, est en contradiction avec l'application de la *shari'a*, l'islam étant religion d'État. Malgré cela, les pressions internationales contribuent à faire avancer le volet des droits humains et le cadre est, somme toute, jugé « inhabituellement positif pour un pays afro-arabe » (p. 130).
- 6 Quant à l'Afrique du Sud, c'est assurément l'apport des femmes noires à la lutte de l'ANC contre l'apartheid qui leur a permis d'obtenir une pleine reconnaissance institutionnelle. Ainsi, depuis 1994 elles sont nombreuses à occuper des hautes fonctions politiques, législatives et exécutives. Le taux de participation des femmes au gouvernement (30 %) est, du reste, bien plus élevé que celui de la moyenne des pays européens (21 %), des États-Unis (13 %) ou du Japon (5 %). À la vue de ces données, la situation sud-africaine apparaît exemplaire.
- 7 Le quatrième article met en valeur le rôle joué par le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC) et son fondateur, Amílcar Cabral, dans l'émancipation des femmes. L'effondrement du projet de réunir les deux ex-colonies portugaises dans un seul État en 1980, a conduit les cadres capverdiens à créer le Parti africain pour l'indépendance du Cap-Vert (PAICV). Cette sécession a eu des influences négatives sur le processus d'intégration politique des femmes et, si le passage au multipartisme a permis de redresser cette tendance, leur présence reste peu significative y compris au Cap-Vert où, pourtant, les niveaux de scolarisation et de culture étaient plus élevés (p. 226). La situation se révèle plus délicate en Guinée-Bissau, en raison des dérives militaristes qui traversent le champ politique depuis 1998. Le forum des femmes, créé dans le cadre de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), est perçu comme un facteur de développement culturel.
- 8 En Zambie, l'activisme de la *Women League*, lié à l'ANC et, depuis 1991, du *National Women's Lobby Group* (NWLG), un collectif d'ONG financé par des institutions privées nordiques, a mené quelques femmes à des postes politiques de relief. Néanmoins, elles sont toujours sous-représentées dans l'administration et dans les partis. De façon contradictoire, il est affirmé qu'il n'y a plus de discrimination sexiste dans le monde du travail (p. 279) et, par ailleurs, que les universitaires qui choisissent des disciplines « scientifiques » sont systématiquement discriminées, tant par leurs collègues que par les enseignants (p. 254). Notons que les étudiantes universitaires ne représentent qu'un tiers des effectifs et, de plus, leurs possibilités de carrière sont réduites (p. 270). Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que, début 2004, le *National Gender Policy 2003-2007* n'ait toujours pas été discuté par le gouvernement, qui comptait cinq femmes ministres sur vingt et un membres.
- 9 Censée incarner le combat des femmes rwandaises, la trajectoire d'Agathe Uwilingiyimana opère surtout comme descripteur du processus historique du génocide.

Assassinée en 1994, lorsqu'elle était Premier ministre du gouvernement transitoire, « Madame Agathe » est présentée comme un parangon de femme engagée dans la défense des droits de l'Homme et dans l'amélioration des conditions d'accès à l'éducation, tout spécialement celles des jeunes filles.

- 10 Sorte de résumé de la situation sociojuridique *sui generis* de « la femme » africaine, les articles reposent principalement sur des sources d'origine institutionnelle et sur quatre entretiens. En effet, la relation des femmes au pouvoir est appréhendée par la présence de quelque figure de proue dans les sphères gouvernementales ou diplomatiques. Dépourvu d'une véritable réflexion de fond sur les reconfigurations des rapports sociaux en Afrique, l'ouvrage décrit des parcours individuels d'affirmation au sein de l'élite des décideurs en aplatissant les aspirations collectives à des carrières professionnelles. Le taux de féminisation des instances gouvernementales ne saurait, en effet, exprimer le contenu assigné à la formule vague d'améliorer « la condition de la femme ». S'agit-il de protection, de parité de droits, d'égalité des chances, de promotion sociale, économique ou politique ? De quelles femmes parle-t-on ? Comment s'articulent vie privée et vie publique pour les diverses couches ? L'indéfinition des concepts mobilisés et la disparité des indicateurs utilisés contribuent à entretenir le risque du biais culturel, c'est-à-dire à conforter l'idée selon laquelle il y a un modèle unique de société.